

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 42

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2605 - Prix : 1€

Editorial

Carton rouge pour le capitalisme

Sécurité sociale : 24 milliards pris aux assurés *Page 4*

Les tours de passe passe de Macron *Page 6*

CNARM : au service des jeunes ou du patronat ? *Page 8*

La Poste : grève à la poste de Bras Fusil *Page 9*

Haïti

Hausse des prix : le gouvernement recule devant la colère populaire *Page 11*

L'Europe capitaliste contre les migrants et contre tous les travailleurs



Flickr

Carton rouge pour le capitalisme

Entre matchs du Mondial et Tour de France, il paraît que l'heure est à la détente. On a pu voir Macron en bras de chemise exulter après un but de l'équipe de France, histoire de jouer les messieurs tout le monde. Et c'est l'occasion pour les politiciens de tout bord d'entonner le refrain de l'unité nationale. Par la grâce du ballon rond, toutes les inégalités seraient censées disparaître derrière une grande fraternité tricolore.

Les grandes compétitions sportives sont à l'image de la société capitaliste et le chauvinisme le dispute aux affaires de gros sous. Comme le Tour de France, le Mondial est une machine à faire de l'argent. Derrière les prouesses des joueurs ballon au pied, des centaines de millions sont en jeu, qui finissent dans les poches des chaînes de télévision, des grands groupes de médias, des équipementiers sportifs et autres sponsors officiels, prêts à déboursier des millions pour transformer les joueurs en panneaux publicitaires ambulants.

Tant que l'équipe de France gagne, le Mondial est une bonne affaire pour Macron, qui espère surfer sur l'enthousiasme collectif. Il a justifié le report du plan anti-pauvreté – en réalité un plan anti-pauvres – en expliquant que c'était pour mieux s'en occuper plus tard, lorsque les têtes ne seraient plus au foot ou aux vacances... des vacances dont un adulte sur deux et un enfant sur trois ne voient pas la couleur, le plus souvent faute de moyens. La progression de la pauvreté ne fait pas de pause l'été. L'explosion du prix du gaz s'ajoute à toute une politique du grand patronat qui conduit à l'effondrement du niveau de vie des plus modestes, au chômage qui n'en finit pas, aux bas salaires.

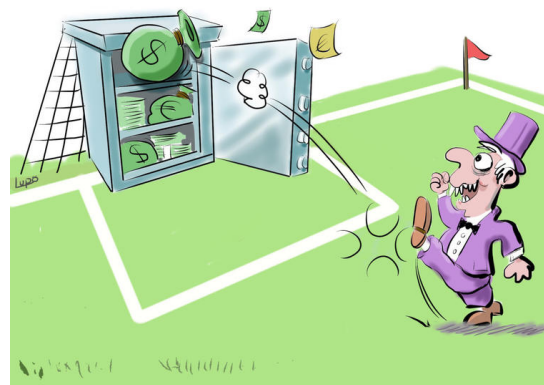
Macron a reporté le plan anti-pauvreté, mais pas son show à Versailles devant les parlementaires.

Il s'y accorde une heure d'autoglorification et fait son discours sur les vertus de « l'émancipation individuelle ». Mais de quelle émancipation parle-t-il ? De celle des livreurs à domicile au statut d'auto-entrepreneur ? Ils viennent d'entamer une grève contre l'arnaque d'une pseudo liberté les condamnant aux semaines à rallonge et aux payes minables. De celle des ouvriers de PSA Vesoul ? Ils viennent de voir leur temps de travail rallongé sans que la paie suive. De celle des travailleurs de Carrefour ou de la Grande Récré, de Whirlpool ou de Ford dont les emplois sont perdus ou sur la sellette ?

Les spectacles sportifs ou politiques font la Une de l'actualité, mais ils ne peuvent pas masquer éternellement la réalité : celle des mille difficultés du quotidien des travailleurs, tandis que la richesse se concentre toujours plus à l'autre bout de la société. D'après un classement publié la semaine dernière, les 500 plus gros capitalistes du pays ont multiplié leur fortune par deux en dix ans ! 2018 est ainsi une année record pour eux, dont les fortunes culminent à 650 milliards d'euros, soit une fois et demi le budget de l'État. Combien de millions d'emplois utiles pourraient être créés avec cet argent, au moment où le gouvernement serre la ceinture aux collectivités locales, aux hôpitaux et à tout ce qui est indispensable à la population ?

Luxe et engins de morts se côtoient aux premières places du classement. Les magots des Arnault, Dassault, Hermès, Mulliez et autres Pinault battent tous les records. Voilà qui en dit long sur les perspectives que cette économie offre à l'humanité !

La bourgeoisie aux commandes



mène la guerre aux travailleurs et elle en encaisse tous les bénéfices. Dans leur économie à bout de souffle, les marchés saturés n'offrent pas de débouchés suffisamment rentables aux capitalistes à la recherche des profits les plus élevés. Et au lieu d'investir leurs capitaux dans la production, ceux-ci préfèrent les placer dans la spéculation, les coups de poker financiers, les rachats d'entreprises, qui représentent autant de risques d'une nouvelle crise financière. Leur système n'est pas seulement révoltant, il est irresponsable et dangereux !

À l'échelle du monde, c'est une poignée de multimilliardaires qui contrôle l'économie et qui prospère, sans faire progresser d'un pouce l'ensemble de la société. Ils nous mènent au contraire à la catastrophe. L'intérêt privé des capitalistes domine l'économie : cela se traduit par le recul des conditions de vie et de travail dans les pays riches et par le maintien dans le sous-développement d'une grande majorité de la planète.

Pour rendre les coups et imposer notre droit à une existence digne, il faudra une explosion sociale qui remette en cause la domination capitaliste sur l'économie. Car la seule émancipation, la seule liberté que les travailleurs peuvent espérer, c'est celle qu'ils réussiront à imposer collectivement, contre la classe riche et les politiciens à son service.

Contrats aidés : un plan social passé sous silence

D'après le projet de budget 2019, il est prévu de réduire le nombre d'emplois aidés de 200 000 à 100 000. Ces emplois ne sont pas la panacée, un temps partiel payé au smic le plus souvent, sans perspective d'embauche, renouvelable une ou deux fois. Mais la réduction du nombre de ces emplois n'a rien à voir avec le fait que cela ne débouche pas sur un emploi pérenne, comme ose le dire Macron pour justifier ce véritable plan social. En réalité, c'est de la chasse aux économies sur les dépenses publiques qu'il s'agit. En 2016, le nombre de personnes concernées dépassait les 400 000. En quelques années, ce sont donc plu-

sieurs centaines de milliers de salariés qui se sont retrouvés au chômage avec un revenu souvent proche du RSA, le revenu solidarité activité.

D'autre part, partout le travail s'est intensifié. Que ce soit dans les écoles, les lycées ou les collèges, que les salariés embauchés en contrat d'insertion s'occupent de secrétariat, de ménage, d'accompagnement des enfants, ou d'espaces verts, les salariés embauchés comme fonctionnaires ou CDI qui restent se retrouvent à avoir perdu des collègues, mais à devoir faire la même quantité de travail. Il en est de même dans les hôpitaux, les associations, les mairies.

L'embauche des contrats aidés suppléait au manque de personnel ; aujourd'hui ils disparaissent et chacun doit courir un peu plus pour permettre le fonctionnement de ces services ou limiter leur dégradation. L'existence même d'associations est menacée.

Voilà où mène la politique d'un gouvernement qui répond avec empressement à l'avidité des riches au prix du désespoir d'une fraction de la population. Imposer une embauche massive dans les services publics, avec un salaire plein, c'est une nécessité.

Budget 2019 : contre les fonctionnaires et tous les travailleurs

Le budget en préparation pour l'année 2019 est un nouveau plan de guerre du gouvernement contre les classes populaires. En plus de supprimer 100 000 emplois aidés et 70 000 emplois de fonctionnaires, le gouvernement envisage aussi de baisser le budget des aides au logement (APL) de 1,3 milliard d'euros. Le calcul de l'APL se fera non sur les années précédentes mais sur l'année en cours, ce qui permettra au gouvernement, et c'est là l'objectif, de baisser leur montant.

Pour les suppressions d'emplois aidés et de postes de fonctionnaires, le gouvernement saura aussi trouver des prétextes. Par exemple, au ministère des Finances publiques, il est question de « transformation numérique », c'est-à-dire de remplacer des femmes et des hommes en chair et en os par un site internet. Mais la « modernisation » a bon dos. En quoi moderniser impose-t-il de supprimer des emplois ? Cela devrait permettre au contraire à des agents des finances publiques d'être plus disponibles pour aider les personnes en ayant besoin, comme celles qui ont du mal

avec l'informatique. Cela pourrait aussi permettre de renforcer les services qui sont censés lutter contre la fraude fiscale des grands groupes industriels et financiers.

Mais comme on dit, c'est demander du lait à un bouc. L'État n'est pas fait pour cela mais pour être au service des capitalistes. Et cela s'exprime d'une façon éclatante avec l'élaboration de son budget.

L'an dernier, l'État a trouvé plus de 40 milliards d'euros à donner aux

financiers au prétexte qu'ils lui ont prêté de l'argent. Et à cela, il faut ajouter les dizaines de milliards d'euros de subventions au patronat qui se cachent derrière n'importe lequel des budgets publics. À chaque nouveau budget de l'État, des milliards d'euros sont dégagés pour être donnés à fonds perdus au grand patronat. Et les services publics nécessaires aux couches populaires, eux, étouffent asphyxiés.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 28 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 29 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT- ANDRÉ
VENDREDI 10 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 11 AOÛT de 9H00 à 10H30**

24 milliards pris aux assurés

L'État va détourner des comptes de la Sécurité sociale une somme qui pourrait atteindre 24 milliards d'euros en 2022.

La mesure qui va permettre ce véridable vol sur le dos des salariés est passée inaperçue. En décembre dernier, le gouvernement et les députés ont décidé que les excédents dégagés par les régimes de la Sécurité sociale seront plafonnés à partir de 2019, à hauteur de 0,8 point du PIB et que le solde, c'est-à-dire tout ce qui dépassera, ira renflouer les caisses de l'État.

Depuis, le gouvernement a an-

noncé fièrement que le déficit de la Sécurité sociale est en passe de se résorber. Après un « trou » de 5,1 milliards en 2017, un quasi-équilibre est prévu pour 2018, et une nette amélioration encore en 2019 et au-delà.

Mais à quel prix ? Tout le monde connaît les moyens qui ont été employés : réductions des prestations, économies au dépens des hôpitaux, déremboursement de médicaments, diminution des retraites, augmentation des « restes à charge », etc. Sans oublier la réforme des retraites encore à venir, qui devrait permettre de

dégager encore des milliards. La Cour des comptes dans un rapport a voulu donner un ordre de grandeur aux sommes qui seraient soustraites à la Sécurité sociale et qu'elle ne pourrait plus utiliser dans le futur, les estimant donc à 24 milliards d'ici quatre ans.

Voler l'argent des salariés, s'en prendre à la protection sociale dans le domaine de la santé et des retraites, diminuer l'accès aux soins pour les plus démunis, afin que l'État puisse donner des milliards aux plus riches, voilà la politique que poursuit ce gouvernement.

Aide médicale d'État : une remise en question

Jeudi 21 juin, le Sénat a voté la suppression de l'Aide médicale d'État (AME), la couverture maladie destinée aux étrangers en situation irrégulière, en la remplaçant par une Aide médicale d'urgence.

Désormais, seuls seraient pris en charge les soins pour maladies graves ou douleurs aiguës, ainsi que les grossesses et les vaccinations. Conséquence : les hommes et

femmes en situation irrégulière ainsi que leurs enfants ne pourraient plus être suivis médicalement.

Cette mesure est passée quasiment inaperçue au milieu d'un déferlement de déclarations nationalistes et xénophobes. Mais parmi les sans-papiers, par contre, elle fait du bruit.

La mesure ne devrait pas être appliquée pour le moment, car le gouvernement craint qu'elle se traduise

par un afflux de ces personnes aux urgences des hôpitaux, déjà surchargées. Cela fait des années que des responsables politiques ressortent périodiquement le coût prétendu prohibitif de l'AME. Il s'agit seulement d'un calcul crapuleux, qui montre à quel niveau ces prétendus responsables raisonnent.

ÉCOLE

Manque de moyens

Le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, se vante du dispositif de dédoublement des classes à 12 élèves, qu'il a mis en place au cours préparatoire. Le fait que les classes à petits effectifs permettent aux enfants d'apprendre mieux et plus vite n'est certes pas une découverte. Enseignants et parents le savent depuis longtemps et réclament depuis des années que toutes les classes soient telles.

Mais ce n'est pas du tout ce qui s'est fait durant cette année scolaire, ni ce qui est prévu pour la rentrée prochaine. Les dédoublements n'ont concerné que 2 200 classes faisant

partie des zones classées REP+ (réseaux d'éducation prioritaire renforcés). D'autre part, ils se sont faits au détriment d'autres dispositifs. Ainsi 72 % des dispositifs « Plus de maîtres » ont été supprimés. Or ils permettaient aussi d'encadrer des petits groupes d'élèves. Et c'est sans parler des écoles – 34 % d'entre elles – qui ont été confrontées à des problèmes de locaux.

Il serait donc question d'étendre cette mesure à d'autres classes. Mais combien seront concernées, et avec quels moyens ? En septembre prochain, 5 400 classes de CP et désormais aussi de CE1 seraient

concernées. On est donc loin d'une généralisation. Et surtout, les effectifs des enseignants ne suivront pas plus que durant l'année 2017-2018. Les syndicats ont en effet calculé qu'il faudrait près de 5 500 postes supplémentaires. Or le gouvernement n'en a prévu que 3 800.

Blanquer enfonce des portes ouvertes sur le bien-fondé des petits effectifs pour faire progresser les enfants. Mais, comme tout ce qui touche aux services publics utiles aux classes populaires, il faut que cela ne coûte rien.

Le Mondial de football : sport-spectacle et foire aux chauvinisme

Derrière ses prétentions à la neutralité apolitique, la Coupe du monde de football a toujours été utilisée par les États de façon très politique. Ainsi, en 1934, lorsque l'Italie organise la Coupe, Mussolini veut en faire une démonstration de force fasciste. « Vaincre ou mourir », intime-t-il aux joueurs italiens, entraînés sur un mode militaire. Après la Deuxième Guerre mondiale, la FIFA reste dominée par les vieilles puissances coloniales, la France et l'Angleterre. En pleine guerre d'indépendance algérienne, le FLN constitue une équipe à partir de joueurs qui évoluent en métropole. L'équipe du FLN dispute alors de nombreuses rencontres avec... les pays qui l'acceptent, car la FIFA menace de sanctions les nations qui la rencontrent. Seuls les pays du bloc soviétique et la Chine acceptent, alors que même l'Égypte de Nasser

se dérobe.

En 1978, la dictature militaire argentine trouve dans l'organisation de la Coupe du monde une belle occasion de redorer son blason. Deux ans après que les généraux argentins ont pris le pouvoir, le pays compte alors 6 000 personnes exécutées, 8 000 emprisonnées, 15 000 disparues. Un mouvement pour le boycott s'exprime dans plusieurs pays auquel s'oppose Giscard d'Estaing, car les capitalistes français font beaucoup d'affaires avec l'Argentine. Pendant ce temps, à quelques centaines de mètres des stades, le régime torturait et assassinait ses opposants.

Aujourd'hui suivi par quelque 3,5 milliards de téléspectateurs, il est, comme les JO et d'autres compétitions internationales, une vaste machine à fric, qui arrose les industriels du BTP, les grands médias, les équi-

pementiers sportifs, les sponsors, etc. Mais le Mondial de foot est toujours utilisé politiquement, comme par Chirac et Jospin en 1998. Le Mondial de Russie ne fait pas exception. Organisé, mis en scène par Poutine en direction de l'opinion russe, il est aussi utilisé par les autres régimes. On en a eu un aperçu récent avec le joueur vedette égyptien Mohamed Salah, instrumentalisé tout à la fois par les généraux égyptiens, pour redorer leur blason, et par le dictateur tchéchène Kadyrov. Au-delà des prouesses des joueurs, derrière les hymnes et les étendards nationaux, se manifestent sans fard les manipulations des politiciens du monde entier, qui exaltent le patriotisme sportif pour mieux faire taire leurs opposants et occulter les oppositions sociales.

Sommet de l'Union européenne : tous d'accord contre les migrants

Le sommet européen de Bruxelles du 28 juin a accouché d'un accord proposant la création de camps en dehors de l'Union européenne (UE), baptisés « plateformes de débarquement », où pourraient être regroupés les migrants arrêtés sur la route de l'Europe. Ceux qui seraient parvenus à gagner un pays de l'UE seraient enfermés dans des « centres contrôlés » destinés à faire le tri entre ceux qui pourront prétendre à demander l'asile et les autres.

Pour le moment, la création de tels camps en dehors de l'UE reste bien improbable car aucun pays africain ne s'est proposé. Dans les Balkans, l'Albanie a opposé le même refus catégorique. Dans l'UE, l'accord prévoit que les « centres contrôlés » soient établis « *uniquement sur une base volontaire* ». Or si l'Italie n'est pas volontaire, ce qui était prévisible, la France ne l'est pas davantage.

L'Italie réclamait une réforme du règlement de Dublin qui stipule que seul le pays d'arrivée d'un réfugié

peut prendre en charge sa demande d'asile. Cette revendication a été acceptée mais aucune date n'a été fixée, la Hongrie, la Pologne, et même la France s'opposant à cette révision.

Les chefs d'État européens ne sont donc d'accord que sur une chose : continuer leur politique inhumaine consistant à empêcher par tous les moyens des hommes, des femmes et des enfants de venir vivre en Europe. Et ce, alors que l'arrivée de réfugiés aurait baissé de 95 % depuis octobre 2015 et que, même alors, leur accueil et leur installation n'auraient posé aucun problème dans un ensemble de 500 millions d'habitants.

La « crise migratoire », comme l'appellent les politiciens de tout bord et de toutes nationalités, sert ici de catalyseur aux divergences entre États européens et de prétexte à tous les démagogues pour parvenir et se maintenir au pouvoir. De ce fait, elle menace de faire éclater l'Union européenne qui n'a mis fin ni aux conflits d'intérêts ni aux rivalités entre les

États la constituant. Les dirigeants européens sont cette fois-ci encore parvenus à trouver un semblant d'accord... jusqu'à la prochaine crise. Quant au sort des migrants qui continuent à mourir en Méditerranée, c'est le cadet des soucis de tous ces gens-là, qu'ils se nomment Macron ou Salvini, et qui continuent tous à faire la chasse aux migrants.



Les tours de passe passe de Macron

Lors de sa présentation du Livre bleu de l'Outre-Mer, Emmanuel Macron a prétendu dessiner la politique qu'entendait mener l'État français dans les DOM sous son autorité jusqu'à la fin de son quinquennat.

Il a déclaré que ce document s'était inspiré des propositions recueillies auprès de la population des territoires d'Outre-Mer lors des Assises organisées dans chaque territoire ces derniers mois.

Or seules 26 000 personnes sur une population totale de 2,7 millions d'habitants, soit pas même 1 %, se sont exprimées à cette occasion. C'est dire le peu de confiance que font les populations d'Outre Mer au pouvoir politique en place !

Macron a affirmé dans son discours de présentation que son gouvernement viserait à « l'amélioration du cadre de vie (sécurité, niveau de vie, accès aux services publics, etc), la transformation accompagnée des territoires (développement économique, évolution juridique, etc), (à faire des DOM) des territoires pionniers (innovation en matière environnementale, économique) et "des territoires d'influence et de rayonnement".

Sa ministre de l'Outre-Mer, Annick Girardin a déclaré de son côté

que "Le budget du ministère des Outre-mer sera renforcé".

On ne peut que douter de la volonté de ce gouvernement d'améliorer les conditions d'accès aux services publics quand on sait qu'il a l'intention de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, quand on voit les hôpitaux publics supprimer des services entiers ou les délocaliser comme au CHU Sud, la Poste supprimer ses bureaux dans les écarts, les services publics du Trésor, de la CAF ou de Pôle Emploi fermer leurs accueils au public !

Par contre, on peut faire confiance à Macron et à son gouvernement pour continuer à « accompagner les entreprises » ou plutôt leurs patrons et actionnaires, en maintenant les exonérations de cotisations sociales et les impôts sur les sociétés, en les aidant à conquérir de nouveaux marchés dans la zone Océan indien (le rayonnement de la Réunion!).

Eh oui, là l'argent public va débouler sonnante et trébuchante avec la création d'un fonds exceptionnel d'investissement de 280 millions d'euros et un autre fonds d'aide aux entreprises doté de 400 millions d'euros d'argent frais. La défiscalisation sera prolongée jusqu'en 2025 et

700 millions seront consacrés par l'État à la formation des futurs travailleurs ultramarins, en lieu et place du patronat. Le président du syndicat des patrons des DOM, Jean Pierre Philibert, s'est déclaré satisfait du discours présidentiel. On le serait à moins !

Mais voilà l'État de la bourgeoisie ne sortira pas cet argent de nulle part. Macron a décidé de le soutirer dans les poches des salariés. Il a annoncé dans la foulée une remise en cause de l'abattement de l'impôt sur le revenu dans les DOM et a calculé que cela rapporterait à l'État quelques 70 millions supplémentaires chaque année. Ceux qui payaient cet impôt le verront augmenter de 30 % à la Réunion et ceux qui, comme les Smicards, ne le payaient pas y seront assujettis.

Prendre des centaines de millions d'euros dans les poches des travailleurs, telle est la solution trouvée par Macron et les patrons pour « relancer l'économie des DOM », ou plutôt relancer leurs profits. Pas question que les travailleurs des DOM financent la relance économique par une diminution de leur pouvoir d'achat. Ils doivent s'y opposer de toutes leurs forces !

Au détriment de qui se réalisent les profits

En octobre 2012, le groupe Apavou mettait en vente un nouvel immeuble, dénommé le Laurietin, chemin du Plateau à Domenjod.

Le « Mag Apavou », journal d'annonces immobilières faisant la promotion des constructions Apavou vantait alors le Laurietin en ces termes : «L'architecture typique de la résidence Laurietin joue librement avec les volumes, les couleurs et la lumière. Sous une ligne de toits en pente douce, deux petits immeubles rassemblent 52 appartements. Tous ouvrent leurs terrasses et leurs va-

rangues sur un jardin tropical paysagé. L'ensemble s'intègre très naturellement dans l'environnement verdoyant du quartier... C'est maintenant ou Jamais! venez avec vos besoins, repartez avec votre appartement ! »

Las, rappelle le Quotidien dans son édition du 6 juillet dernier, les locataires de cet immeuble n'ont cessé d'être confrontés à des problèmes sans fin : chauffe-eau qui ne fonctionnent pas et même explosent (!), court-circuits dus aux infiltrations d'eau dans les plafonds, moisissures

de plus en plus envahissantes.

La raison de cet état de fait est simple : comme bien d'autres compagnies immobilières, le groupe Apavou a rogné sur la qualité de ses constructions, tirant les prix vers le bas, pour faire le maximum de bénéfices. Résultat des ouvriers du bâtiment mal payés et mal traités et des locataires spoliés et réduits à vivre dans l'insalubrité... mais qu'Apavou ose encore relancer pour payer leurs loyers en temps et en heure !

La minorité capitaliste toujours plus riche

Ces dernières années, seuls trois capitalistes réunionnais appartenait au club fermé des 500 plus grosses fortunes de France. 2018 en compte dorénavant quatre, avec le propriétaire de Mauvilac et de Zéop, Abdéli Goulamaly !

Malgré leurs mésaventures entrepreneuriales et judiciaires qui les fait rétrograder respectivement aux 349ème et 354ème places, Jacques Dechâteauvieux et Armand Apavou ne sortent toujours pas du club des plus riches français.

Les « pauvres » ne disposent plus que de 250 et 245 millions d'euros en guise de matelas. Une misère si on les compare à un Rodolphe Saadé, le patron de la CMA-CGM (leader mondial du transport maritime) qui dispose lui d'une fortune de 5,5 milliards d'euros et encore plus avec le plus riche des capitalistes tricolores, Bernard Arnault, patron de LVMH (produits de luxe), qui cumule 73 milliards d'euros.



Qu'ils soient en bas ou en haut de l'échelle de ce classement, ces parasites ont accumulé des centaines de millions, des dizaines de milliards, en exploitant des milliers, voire des dizaines de milliers de prolétaires, souvent très mal payés.

Cet argent appartient en fait à la classe ouvrière qui produit toutes les richesses et il faudra bien un jour

qu'elle le récupère pour réaliser ses propres objectifs : le plein emploi, l'augmentation générale des salaires et le bien-être pour toute la société, une perspective totalement opposée à celle de la minorité qui aujourd'hui étouffe la population et cadenasse tout le fonctionnement de la société !

Jean-Bernard Caroupaye une nouvelle fois condamné



Le tribunal de Commerce de Saint-Denis vient de condamner en référé le patron transporteur et président de la FNTR Jean-Bernard Caroupaye, pour n'avoir pas payé ses traites pour la location avec option vente d'un camion, d'une benne et d'une grue.

Caroupaye avait fait l'acquisition de ces matériels en 2008 par le biais de la SNC Piton Loc 07 (société en

nom locatif) pour un montant de 150 000 euros. Mais dès 2014, ce patron a cessé de régler ses loyers.

La SNC en question a donc saisi le juge des référés et a demandé sa condamnation.

Le patron véreux a été condamné à restituer immédiatement le camion, la grue et la benne sous astreinte de 100 euros par jour de retard, ainsi qu'à régler le solde de 3 600 euros

dus, et à 1 500 euros de frais de justice.

D'après le Journal de l'Île, le tribunal de Commerce a également audiencé d'autres dossiers du même type concernant Caroupaye...

Cette nouvelle condamnation arrive après celle prononcée contre lui par le tribunal correctionnel en mars 2018 à 4 ans de prison dont 3 avec sursis, à une interdiction d'exercer un poste de direction ou de gestion d'entreprise pendant 5 ans pour avoir notamment soustrait au fisc une somme de 974 000 euros d'impôts.

Fraudes fiscales, blanchiment d'argent, dettes non payées, etc. Ce patron exploiteur est à l'image du monde capitaliste auquel il appartient : trouble, sale, mafieux... Quelquefois un moins chanceux que d'autres se fait épingler, c'est la loi du genre.

CNARM : au service des jeunes ou du patronat ?

Ce mois de juillet, le Comité national d'accueil et d'actions pour les Réunionnais en Mobilité (CNARM) a tiré son bilan d'actions de mobilité professionnelle pour le premier semestre 2018.

Son président Ibrahim Dindar et l'élue du Conseil départemental Viviane Payet-Ben Hamida se satisfont de ce qu'ils considèrent comme une réussite d'insertion des jeunes Réunionnais en métropole. L'un et l'autre se félicitent surtout du coup de main que le CNARM, financé par le Département, apporte aux entreprises en France en recrutant pour elles la main-d'œuvre jeune.

Le CNARM, par la voix de son président, se vante d'être « *un des premiers recruteurs de l'île* » avec près de 2500 départs chaque année.

Mais si certains de ces jeunes qui quittent La Réunion faute de perspective d'avenir, arrivent à décrocher un emploi stable comme conducteur de bus à la RATP, agent à la SNCF ou à suivre une formation correcte, combien se retrouvent à galérer de petits boulots en petits boulots, voire au chômage ?

Beaucoup d'entre eux partent

dans l'espoir de décrocher un contrat de travail, par exemple après une formation de boucher ou de pâtissier proposée par des entreprises comme Casino ou des métiers de l'industrie par le biais de l'organisation patronale IUMM. Mais bon nombre déchantent vite, car en guise de CDI, ils se retrouvent à devoir travailler en CDD ou en intérim.

Quant à se loger c'est un véritable parcours du combattant.

En effet, leur hébergement, souvent en foyer de jeunes travailleurs, n'est pris en charge par le CNARM que pendant deux mois. Les indemnités forfaitaires qui leur sont versées par cet organisme, de l'ordre de 1200 euros, ne suffisent pas à couvrir les cautions exigées par les agences immobilières pour avoir un logement.

Dans ces conditions, la mobilité des jeunes est loin de leur permettre « *de poser les premiers jalons de leur projet de vie* » ou de devenir les « *ambassadeurs de la Réunion* » comme le prétend, de manière ampoulée, le président du Conseil départemental de La Réunion, Cyrille Melchior.

Aujourd'hui encore, les élus lo-

caux et le gouvernement, incapables de donner un vrai travail aux milliers de jeunes à La Réunion, continuent de leur vendre du rêve comme à l'époque du BUMIDOM (Bureau migratoire des doms) créé comme le CNARM par Michel Debré qui expédia en France dans les années 1960 à 1980 des dizaines de milliers de jeunes pour servir de main-d'œuvre en métropole, sous prétexte de forte démographie réunionnaise et de pauvreté des classes populaires dans les départements d'Outremer.

Pourtant, il y aurait possibilité d'offrir du travail ici même à la majorité des jeunes Réunionnais qui ne demandent qu'à travailler et vivre à La Réunion.

Pour cela, il faudrait contraindre l'État à consacrer l'argent public à la création d'emplois nécessaires dans les secteurs qui en manquent cruellement comme dans les hôpitaux, l'enseignement, les transports publics, etc. et obliger les patrons à prendre sur leurs profits pour maintenir les emplois ; en interdisant les licenciements.

Le pape contre la liberté des femmes

Au cours d'une rencontre avec des associations familiales au Vatican, le 16 juin dernier, le pape a rappelé la position traditionnelle de l'Église, opposée à la liberté de l'avortement.

Il l'a fait avec une violence verbale certaine, comparant l'avortement aux pratiques racistes criminelles des nazis : « *Au siècle dernier, tout le monde était scandalisé par ce que faisaient les nazis pour veiller à la pureté de la race. Aujourd'hui nous faisons la même chose en gants blancs* ».

Le pape a poursuivi : « *Pourquoi ne voit-on plus de nains dans les rues ? Parce que le protocole de nombreux médecins dit "il va naître avec une anomalie, on s'en débar-*

rasse" » et « *pour avoir une vie tranquille, on élimine des innocents* ». Derrière les mots "vie tranquille", il veut effacer les difficultés et les souffrances qui attendent un enfant atteint de nanisme ou de trisomie, dont la vie sera loin d'être « tranquille ». Il efface également ce que représente un avortement qui, même librement décidé, est toujours une épreuve pour celles qui y recourent. Certes la société pourrait être plus accueillante à l'égard des êtres humains « différents ».

Cela suppose que le regard collectif change et que la solidarité soit la règle. L'entretien, l'éducation, l'insertion des enfants et des jeunes adultes devraient être de la responsabilité de la société tout entière au lieu

d'être de plus en plus laissés à la charge des familles, souvent sans moyens suffisants dans les classes populaires.

Le pape et l'institution qu'il représente ne tiennent pas ce langage. Il est loin d'agir pour le progrès social et s'appuie sur le dogme pour défendre une vision archaïque de la famille. Concernant particulièrement l'avortement, la lutte des femmes pour pouvoir décider librement a toujours trouvé l'Église en travers de son chemin. Là où il est autorisé, l'église soutient des organisations qui mènent des campagnes pour en restreindre l'accès. Là où il reste interdit elle prend fait et cause pour tous les conservateurs misogynes qui défendent cette interdiction.

Morts en Méditerranée : Macron et Salvini responsables

Tous les jours des dizaines, peut-être des centaines de migrants qui tentent le passage entre la Libye et l'Italie, meurent noyés. L'ONG SOS-Méditerranée donne le chiffre de 14 000 disparus pour 30 000 sauvés depuis que cet exode a commencé, il a quatre ans.

Les derniers naufrages se sont encore soldés par 63 morts le 1er juillet, puis 114 dans la soirée du 2 juillet. Ils se sont déroulés sous les yeux même des politiciens européens réunis pour traiter de cette question. Les chefs d'État et Premiers ministres n'auraient pas fait pire en jetant directement hommes, femmes et enfants à la mer !

Désormais les navires des ONG qui sauvaient les migrants en mer

sont écartés à l'initiative de l'Italie qui, les accusant de « faire du business », leur a fermé ses ports. L'Europe s'en remet maintenant aux garde-côtes libyens pour faire la chasse aux embarcations des migrants, y compris dans les eaux internationales et, théoriquement, les reconduire de force en Libye. Lorsqu'ils échappent à la noyade, ces migrants se retrouvent au point de départ et aux mains des mafias qui font la loi sur cette côte. S'ils peuvent payer, ils retentent l'aventure dans les mêmes conditions. S'ils ne le peuvent pas, que deviennent-ils ?

L'Italie et Malte ferment leurs ports, la France ne les ouvre pas et tous accusent les ONG, refusent les autorisations nécessaires à leurs opé-

rations quand ils ne séquestrent pas leurs navires. Pendant que l'*Aquarius* ou d'autres bâtiments attendent en pleine mer, parcourent des milliers de milles pour trouver un port ouvert ou sont bloqués au mouillage, des malheureux se noient ou sont livrés aux garde-côtes libyens.

Le ministre italien et dirigeant d'extrême droite Salvini se réjouit, en voyant là un résultat de son action. Macron, qui pose au défenseur des droits humains et de la civilisation européenne, fait mine de déplorer son attitude. Mais ils sont tous les deux responsables au même titre de la tragédie qui se déroule en Méditerranée.

DANS LES ENTREPRISES

LA POSTE

Grève à la poste de Bras Fusil



Lundi 9 et mardi 10 juillet, les agents de la Poste de Bras Fusil à Saint-Benoît se sont mis en grève pour protester contre la réorganisation des services que veut mettre en place la direction de la Poste, en l'occurrence le basculement de 7 tournées de distribution effectuées en deux roues en tournées en voiture.

La direction voulait présenter ce projet en comité technique, mais c'était sans compter sur la réaction de 21 facteurs sur les 33 employés du

site qui ont laissé, le jour de la réunion, sacs et véhicules à leur place. Ils réclament un accompagnement financier pour ceux qui seront affectés aux voitures.

D'autres projets que la direction de la Poste s'apprête à mettre en place les incitent à la méfiance. Ainsi le Distri'Liv consistant à faire trier le courrier à Bras Fusil, puis à l'acheminer à la Plaine pour y être distribué par les facteurs, qui craignent que le temps qu'ils ne passeront plus à faire

le tri soit reporté sur leur tournée donnant ainsi un prétexte à la direction pour diminuer les effectifs.

À cela il faut rajouter la volonté de la direction d'imposer aux facteurs, contre leur avis, le partage de leur journée entre la tournée le matin et le guichet l'après-midi

Et comme elle n'est pas avare de trouvailles à faire supporter aux postiers, la Poste a aussi l'intention d'expérimenter sur Saint-Benoît un concept appelé « Veillez Sur Mes Parents » en demandant aux facteurs de rendre visite aux personnes âgées pour voir si elles vont bien et leur faire la conversation !

Après l'examen du code de la route, voici que la Poste se lance dans le service d'aide à la personne !

Depuis le début de la privation des anciennes PTT, la Poste cherche de plus en plus la rentabilité pour faire plaisir aux actionnaires privés actuels et futurs.

C'est ça « bouger avec la Poste » ?

Un mauvais plan



La direction du CHU et l'ARS ont adopté un nouveau plan de retour à l'équilibre (PRE) pour 5 ans, de 2018 à 2022, qui a été accepté sans surprise par l'ARS et le GHER.

Ce plan prévoit notamment la réorganisation des plages du bloc opératoire avec départs d'agents, la maîtrise des dépenses avec maîtrise des prescriptions médicales, la modification des plannings pour diminuer le nombre de jours de RTT, la limitation du nombre de « stagiarisations » (pour la titularisation) à 10 par an, le non remplacement des départs en retraite ou d'agents bénéficiant de formations, la suppression de plusieurs postes d'ASHQ (agents qualifiés).

Rien qu'au GHER ce plan va entraîner la suppression de 17 postes (11 soignants, 6 non soignants).

Ces nouvelles mesures d'économies se font encore sur le dos du personnel et des patients qui verront, pour les premiers une dégradation de leurs conditions de travail et pour les seconds, une diminution de la qualité et de la sécurité des soins.

C'est à l'État de mettre sur la table l'argent nécessaire pour combler le déficit et donner au personnel les moyens corrects de travailler. Mais ce n'est pas le choix de celui-ci qui préfère soigner les capitalistes avec l'argent public.

DANS LE MONDE

HAÏTI

Hausse des prix : le gouvernement recule devant la colère populaire

Victimes de l'exploitation patronale la plus éhontée, la classe ouvrière haïtienne relève la tête et demande des comptes à ses exploités.

Depuis plusieurs mois déjà, les travailleurs des zones industrielles de Port au Prince, la capitale, mènent une campagne déterminée pour imposer au patronat un salaire minimum journalier de 1000 gourdes (13 €). Ce salaire minimum ouvrier n'est aujourd'hui que de 350 gourdes, soit 5,90 €. Il ne permet pas aux travailleurs de faire face à leurs besoins élémentaires.

En avril et mai, des milliers de travailleuses et travailleurs ont manifesté devant le parlement et ont fait le tour des zones d'activité où sont concentrés un grand nombre d'ouvriers directement concernés par cette revendication salariale.

La dernière manifestation a eu lieu le 11 juin. Le gouvernement, totalement dévoué aux intérêts des capitalistes a essayé de les dissuader de s'adresser aux travailleurs encore

en activité dans les entreprises des zones franches et aux habitants misérables de Cité Soleil, immense bidonville aux portes de la capitale. Il leur a envoyé ses flics et ses nervis pour tenter de les empêcher de gagner à leurs causes d'autres exploités. Mais il a fait choux blanc.

C'est dans ce contexte de montée des revendications de la classe ouvrière que le gouvernement, a osé annoncer samedi 7 juillet une augmentation de 38 à 51 % des prix de l'essence, du diésel et du kérosène. Cette décision, réclamée par le Fonds Monétaire International pour soi-disant contribuer à désendetter l'Etat haïtien, a eu pour effet de mettre le feu aux poudres.

Toutes les zones industrielles, toutes les villes du pays se sont embrasées. Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues pour crier leur rage contre ce gouvernement de prédateurs et réclamer l'annulation immédiate des augmentations de carburants. Barages de routes, voitures et

commerces incendiés, telles ont été les formes prises par l'exaspération de la population pauvre d'Haïti, que patrons et gouvernement s'apprêtaient à saigner une fois de plus.

Cette colère a été salutaire, car elle a obligé le gouvernement à battre promptement en retraite en annonçant qu'il mettait son projet à la poubelle. Un recul certes, mais pas suffisant pour desserrer la main de fer qui étouffe la population laborieuse haïtienne depuis trop longtemps. Rien n'a été obtenu pour l'instant par exemple concernant le salaire minimum de 1000 gourdes.

La lutte est loin d'être terminée contre la classe capitaliste qui impose un régime de terreur dans ses usines aux travailleurs haïtiens. Tant que celle-ci ne sera pas mise hors d'état de nuire, tant que les travailleurs ne lui auront pas arraché des mains la propriété des entreprises et le pouvoir politique, le problème ne sera pas réglé !

Troupes françaises hors d'Afrique !

Le 2 juillet, Macron a rencontré les chefs d'État africains de la « force G5 Sahel ». Cette force militaire de 5 000 hommes, censée prendre le relais de la présence militaire française dans cette région pour lutter contre le terrorisme islamique, a en effet du mal à se mettre en place.

En janvier 2013, l'armée française était intervenue au Mali pour stopper l'avancée de troupes djihadistes qui ne rencontraient quasiment aucune résistance. Cinq ans plus tard, l'armée française est toujours sur place au travers du dispositif Barkhane que le gouvernement voudrait maintenant remplacer par cette force constituée de soldats africains. Son rôle devant rester le maintien de l'ordre tel qu'il est conçu par les pays impérialistes, le gouvernement français cherche à mettre à contribution financière les autres puissances, impérialistes et régionales.

Ainsi, il a réussi à obtenir que l'Union européenne s'engage pour 100 millions d'euros, l'Arabie saou-

dite pour la même somme, les États-Unis pour 60 millions d'euros et les pays du G5 Sahel pour 10 millions d'euros chacun. Mais, entre les promesses et les dons, il y a une marge. Seulement 500 000 euros auraient été versés... par le Rwanda. Cette force n'est donc pas près de remplacer les troupes françaises de l'opération Barkhane.

Même si elle n'est constituée que de soldats africains, elle n'en est pas moins une armée d'occupation de plus, opprimant et rackettant les populations locales. Récemment, la mission militaire des Nations unies au Mali a dû reconnaître qu'en mai dernier des soldats maliens de la force internationale avaient exécuté douze civils dans un marché au bétail d'un village du centre du pays pour se venger de la mort d'un des leurs. En même temps, des attentats comme ceux commis les 29 juin et 1er juillet par des groupes djihadistes à l'approche de la rencontre de Macron et

des chefs du G5 Sahel frappent d'abord les populations locales. Car, si les troupes françaises ont été visées et ont eu quatre blessés, les sept morts sont des civils maliens.

Macron a pris le relais de la politique africaine de Hollande qui lui-même suivait celle de Sarkozy et de ses prédécesseurs. C'est celle de l'impérialisme français, un impérialisme qui veut maintenir son influence pour pouvoir continuer à piller ce continent. Quitte à multiplier les interventions militaires et à soutenir coûte que coûte des dictatures à sa botte.



GUYANE

Projets rapaces des géants de l'or

De nouveaux plans d'exploitation à grande échelle de l'or de la Guyane française auraient déjà eu le soutien de Macron lorsqu'il était ministre de l'économie. En Guyane, les chercheurs d'or actuels, artisanaux, n'effleurent que la couche superficielle du minerai, laissant des tonnes d'or sous la terre, sous la forêt. Une aubaine pour les grosses sociétés d'exploitation. Tous ces plans de sociétés concurrentes entre elles se négocient à coups de millions d'euros. Des magnats de l'or de Russie, du Canada, des États-Unis et de France offrent leurs services.

Mais ces gens-là ne raisonnent qu'en termes de profits. Il faut dire qu'une once d'or (30 à 31 grammes) se vend autour de 1 270 dollars US suivant le cours de la Bourse. Les

conséquences néfastes que de tels projets peuvent entraîner pour la population sont le cadet de leurs soucis. Ils dénoncent l'orpaillage clandestin qui utilise le mercure pour extraire l'or, souvent dans le lit des rivières. Le mercure, qui est un poison dangereux, a été interdit depuis 2006. Les nouveaux candidats doivent trouver autre chose. Ils annoncent l'utilisation de cyanure qui selon eux ne poserait pas de problème. Or le cyanure est aussi un poison, un vrai danger pour les populations de la Guyane. Et cela d'autant plus que le sol guyanais et les fleuves contiennent déjà du mercure en grande quantité qui pourrait la vie des populations amérindiennes en particulier. En France et donc en principe en Guyane, l'utilisation du

cyanure est interdite. Mais il y a les autorisations européennes plus favorables à des techniques minières « efficaces », indépendamment des risques pour les populations. Les sociétés minières capitalistes savent aussi qu'elles peuvent compter sur l'aide de l'État français, propriétaire des terres minières, pour leur faire des tarifs défiant toute concurrence, voire illégaux, ne tenant pas compte des profits attendus.

Des protestations s'élèvent en Guyane contre ces projets de destruction de la forêt et d'empoisonnement de l'environnement. Contre ces sociétés qui s'attendent à gagner des millions et les États qui les servent, il faudra que la population soit déterminée.

Vers la fin du droit du sol ?

Le sénateur Thani Mohamed (LREM) défend des amendements visant à supprimer le droit du sol à Mayotte. S'ils sont adoptés par le Parlement, un enfant né à Mayotte de parents étrangers ne deviendrait pas forcément français à l'âge de treize ans. Pour ce faire, au moins un de ses parents devrait avoir été présent avec un titre de séjour valide sur l'île au minimum trois mois avant sa naissance.

Selon ce politicien du parti de Macron, comme pour tous les politiciens mahorais, les problèmes de Mayotte viennent tous de l'immigration. Et si les femmes comoriennes viennent accoucher à Mayotte, c'est pour que leurs enfants deviennent français.

C'est un mensonge ! Les problèmes que connaît Mayotte sont dus au manque de développement des services publics d'une part, et, d'autre part au chômage très élevé. Leur origine commune est dans la politique colonialiste et antisociale de l'État et du patronat sur cette île.

Quant aux migrants, et en particulier les femmes enceintes, s'ils

fuients leurs pays, c'est pour échapper à la misère et dans l'espoir que leurs enfants y échapperont aussi. Aujourd'hui, des malheureux continuent d'arriver sur l'île, venus des Comores, de Madagascar ou d'Afrique. « C'est un Aquarius par semaine », a décrit le député LR Mansour Kamaridine. Mais à qui la faute, si ce n'est aux puissances impérialistes, et à leurs entreprises, qui ont pillé et pillent toujours l'Afrique sans développer même un minimum l'économie et les services publics locaux ? Au lieu de finir dans les poches des actionnaires, leurs profits faramineux devraient servir à créer des emplois de qualité sur place, à construire des écoles, des hôpitaux, à former des enseignants, des médecins, à augmenter les salaires, les retraites, etc.

La lecture définitive du texte de loi asile et immigration, qui comprend les amendements du sénateur mahorais, devrait intervenir en septembre. L'Assemblée nationale, à majorité LREM, aura probablement le dernier mot. Si l'amendement concernant le droit du sol est adopté, cela viendra gêner encore un peu plus

les migrants qui tentent de construire leur vie à Mayotte. Ils se trouvent souvent coincés contre leur gré, car même le visa qu'ils peuvent obtenir sur cette île est dérogatoire par rapport au droit commun. En effet, il ne leur permet pas de circuler en direction des autres territoires français, ni en Europe, ni même à La Réunion.

Pour Emmanuel Macron, qui s'est dit favorable à ces amendements, comme pour les politiciens mahorais, stigmatiser les migrants leur tient lieu de politique. Les travailleurs et les classes populaires ne doivent pas s'y laisser prendre.

Liberté de circulation et d'installation pour tous !



Wikipédia.org

 Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :
<http://www.nathalie-arthaud.info>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282